



La Coopération des idées

L'Université populaire et les Classes sociales

Il a paru récemment un *Cahier de la Quinzaine* consacré aux Universités populaires et rédigé par Charles Guieysse.

Très cordialement, très franchement, disons notre surprise.

Les U. P., sinon dans leur vie apparente, du moins dans leur âme profonde, traversent une crise confuse. Elles sont un faisceau de deux forces, une synthèse de deux éléments. L'harmonie de deux antagonismes, c'était leur nouveauté, leur vertu, leur fécondité et leur mystère, leur vivant miracle. Ces forces tendent naturellement à se séparer : la synthèse tend à se décomposer dans ses éléments ; l'harmonie tend à s'évanouir dans l'ancien antagonisme. La formule que préconise Charles Guieysse — il faut le reconnaître avec étonnement et regret — est une des deux formules de décomposition de l'âme des U. P.

Précisons.

*
* *

Guieysse commence par écarter, avec une légèreté un peu étrange peut-être, les opinions de tous ceux qui, à divers moments, dès la première heure ou dans des occasions récentes, ont traité le plus fortement du

rôle, de la mission de l'U. P., qui ont essayé de révéler, cherché à incarner son âme. Voici comment se marque, à l'égard des opinions exprimées dans l'affaire Denis, si importante, si significative, et, pour ainsi parler, si symbolique, l'insouciance délibérée de notre auteur :

Je croirais volontiers que l'on a constamment discuté à côté de la question.

Qu'Urbain Gohier dans l'*Aurore*, et que l'Universitaire de la *Petite République* aient fulminé contre Deherme... cela n'a rien de surprenant, et cela n'apporte aucun élément pour un examen de la situation... Que Deherme se soit défendu énergiquement, c'est tout naturel ; mais lui non plus n'importe pas extrêmement... Que Maurice Bouchor se soit élevé, au nom de la raison, contre la présence de l'abbé Denis, il a fortement répété ce qu'il va répétant partout en éduquant ceux qui l'écoutent ; mais de lui pas plus que de Deherme ne dépend la solution ! Que Séailles, Buisson, Wagner, Le Foyer aient plaidé la cause de la liberté, cela ne nous apprend rien sur le régime des U. P. (1).

L'autorité de quelques-unes de ces opinions eût dû servir à notre ami de *cavenecadas*.

Les opinions des « intellectuels », manifestées à propos de l'affaire Denis ou à tout autre moment, ayant été mises de côté, voici ce que Guieysse croit constater dans les faits, ou, du moins, institue dans son esprit :

L'Université populaire est un produit du mouvement ouvrier.

Les U. P. cependant à leur naissance ne sont pas apparues comme produit du mouvement ouvrier. Elles sont nées en effet du rapprochement qui s'est fait entre la bourgeoisie libérale et la classe ouvrière pendant l'affaire Dreyfus. La classe ouvrière par son attitude à Paris ayant, somme toute, plus fait que le Gouvernement pour défendre

(1) Pp. 25, 26.

la République, la bourgeoisie libérale, reconnaissante, a fondé les U. P.; et elle y a beaucoup parlé de fusion des classes, quand elle n'allait pas jusqu'à nier qu'il y eût des classes.

Cet état de paix aimable a peu duré... (1).

Par le jeu naturel des facteurs sociaux, les U. P. sont devenues des institutions ouvrières; et ce qui est maintenant clairement leur raison d'être, c'est la lutte de classe et non la fusion des classes... (2).

[Actuellement la classe dirigeante, c'est l'ensemble des propriétaires]; la lutte de classe a pour but de lui substituer la classe ouvrière, ou plus exactement de donner à la classe des travailleurs, des producteurs, la direction générale de la société.. (3).

L'U. P. est une institution ouvrière organisée pour la lutte de classe, pour la conquête d'une puissance publique, celle de l'enseignement... (4).

... De ce jour [l'incident Denis], les auditeurs d'U. P. sentirent que, pour atteindre à la liberté, il leur fallait prendre eux-mêmes la direction des U. P. et ne plus la laisser à la bourgeoisie et à ses délégués; qu'il fallait en quelque sorte rompre la paix sociale (5).

Quand le sentiment de classe n'a pas créé le mouvement ouvrier dans une population ouvrière, et quand on veut fonder une U. P. en établissant des rapports amicaux entre intellectuels et ouvriers, ou bien on n'arrive qu'à fonder une société d'instruction qui donne des conférences publiques, ou bien l'on dévie dans le groupement petit-bourgeois. Les résultats sont bons en eux-mêmes, mais il n'y a pas U. P. (6).

Les « intellectuels » sont pourtant un élément vital des U. P., direz-vous, et nombre des intellectuels sont des bourgeois. Non, répond Charles Guieysse, les intel-

(1) Pp. 13, 14.

(2) P. 15.

(3) Pp. 16, 17.

(4) P. 36.

(5) P. 27.

(6) Pp. 30, 31.

lectuels ne sont pas des bourgeois, et, d'ailleurs, les intellectuels doivent être exclus de la direction de l'U. P.

Par le rôle que doivent avoir les intellectuels dans les U. P., par leur camaraderie avec les travailleurs, il semble que nous puissions retomber à la première notion qu'on a eue de l'U. P., que nous puissions arriver à montrer une fusion de classe.

On ne pourrait dire cela qu'en remarquant que l'intellectuel porte souvent redingote et chapeau haut-de-forme et qu'en concluant qu'il est un bourgeois.

En réalité l'intellectuel est indépendant de toute classe sociale... Les intellectuels, ne produisant aucune nécessité matérielle de l'existence, sont et ont toujours été dans la dépendance de la classe dirigeante de leur temps. Ils n'ont vécu que grâce aux nobles comtes du moyen âge, grâce aux rois de la monarchie administrative, ils ne vivent aujourd'hui que grâce à la bourgeoisie... Demain ils ne vivront que grâce aux travailleurs, constitués en classe dirigeante... Et je pense que si, de même qu'au xviii^e siècle, les intellectuels sont allés vers la bourgeoisie, future classe dirigeante, les intellectuels d'aujourd'hui vont vers les travailleurs, cela est une indication sociologique importante de l'arrivée pas très éloignée des travailleurs à la direction générale de la société (1).

Il est à peine besoin de signaler ce que ce portrait de l'intellectuel a d'extraordinaire ! L'intellectuel des temps de liberté assimilé au jongleur du moyen âge ou au poète de cour du siècle de Louis XIV ; l'indépendance, qu'on croyait le propre de l'esprit, faisant place à ce caractère nouveau : la dépendance ; les penseurs du xviii^e siècle devenus simplement les flatteurs de l'héritière de la monarchie ; Voltaire, sans doute, et Rousseau, l'un retiré du monde, l'autre errant, pour mieux courtiser la ville, s'ils rompaient avec la cour ; Diderot dépendant enfin de quelqu'un, à

(1) Pp. 33, 34.

son insu ; et nous-mêmes, vous et moi, allant vers les travailleurs, poussés par je ne sais quel instinct subtil qui utilement nous avertit que demain ils seront les maîtres, voilà, mon cher confrère, un flair d'artilleur... Ne faut-il pas distinguer les intellectuels des « gendellettres », ceux qui dirigent de ceux qui servent, ceux qui créent de ceux qui imitent, ceux qu'inspire leur conscience de ceux que conseillent leurs convoitises, et la cause de l'effet ?

[Ce sont les auditeurs dont l'assiduité est réelle qui nomment seuls un Conseil d'administration, dont les membres sont choisis parmi eux], et nullement parmi les intellectuels... Le rôle consultatif des intellectuels, voilà qui semble la vérité... (1). La direction de l'enseignement dans l'U. P. appartient aux administrateurs ouvriers... (2).

Résumons : L'Université populaire est une institution ouvrière. Elle est un produit du mouvement ouvrier, créé lui-même par le sentiment de classe. Sa raison d'être est la lutte de classe. La lutte de classe a pour but de donner à la classe ouvrière la direction générale de la société. Par suite, la classe ouvrière a compris qu'elle devait prendre elle-même la direction des U. P., rompre la paix sociale, exclure du Conseil d'administration de l'U. P. les intellectuels, en se bornant à les consulter, et cela encore parce que les intellectuels, quoi qu'il puisse en sembler, ne sont pas des bourgeois.

*
* *

Et voici que, fournissant la contre-partie et la contre-épreuve, détachant du faisceau l'autre force, exa-

(1) Pp. 58, 59.

(2) P. 37.

gérant l'autre élément au point de dénaturer la synthèse, une autre tendance se manifeste qui risque aussi de faire évanouir l'harmonie dans l'ancien antagonisme. Et ce serait la seconde formule de décomposition de l'âme des U. P.

Influencé par les difficultés qu'il a rencontrées à maintenir le principe fondamental de l'investigation universelle et de la libre discussion, inquiet de voir des U. P. devenir des instruments de lutte, des œuvres de parti, répondant ainsi, sans doute, à des besoins déterminés, mais cessant ainsi, nécessairement, d'être des « universités » pour devenir ce qu'on pourrait nommer des « partialités », Deherme lui-même s'est dit, semble-t-il, et je ne crains pas, dans la *Coopération des idées*, de lui en faire reproche : Ce qu'il importe de sauver avant tout, c'est le but ; ce qu'il importe d'assurer, c'est la fonction, en vue de la fin : Il faut que tout le monde parle. Il faut que toutes les idées puissent librement se faire entendre. Leur coexistence est la condition première de leur coopération. Ce qu'il faut au peuple, c'est la science intégrale, d'où naît l'action compréhensive et juste. Or, qui assurera à tous la parole ? Ce ne sera pas, hélas ! pour l'instant du moins, le peuple lui-même. Le peuple est simpliste. Le vote est l'instrument de l'exclusion. Les majorités sont des partis. Nous avons à apprendre au peuple la tolérance comme le reste. Le conférencier est un intellectuel, le directeur doit être un intellectuel. D'un mot, les U. P. sont une œuvre d'éducation. Éduquer, c'est élever. Pour élever, il faut être au-dessus. L'U. P., conférences et direction, doit être au-dessus du niveau populaire. Et d'ailleurs, l'U. P. aux mains des ouvriers, c'est le parlementarisme, avec ses lenteurs, ses vaines disputes, son culte du mandat, ses entraves à

l'initiative personnelle, son inertie sous le nom d'activité, ses sujétions sous le nom de liberté. Qu'un seul, s'il le peut, dirige l'U. P., c'est sa spécialisation, son initiative, sa liberté, son action. Que les autres fassent leur œuvre, et, au sein même de l'U. P. précisément, qu'ils organisent coopératives, syndicats, cercles d'études. Ils n'ont pas à former un Conseil d'administration, un parlement de l'U. P.

Résumons : L'Université populaire est une institution intellectuelle. Les plus zélés de ses premiers fondateurs ne furent-ils pas des intellectuels bourgeois ? Il ne doit pas, à coup sûr, y avoir lutte de classe, mais il doit y avoir spécialisation de classes. Les ouvriers sont naturellement les auditeurs. Les conférences et la direction appartiennent aux intellectuels, et ceux-ci se trouvent, pour la plus grande part, des bourgeois.

*
*
*

Là on affirme : L'U. P. est ouvrière. Lutte de classe. Pas d'intellectuels à la direction. Ici on tend à dire : L'U. P. est intellectuelle. Spécialisation des classes. Pas d'ouvriers à la direction.

Ce sont, en vertu des lois mêmes de la vie, qui sont aussi les lois de la mort, les deux forces qui rompent leur faisceau, les deux éléments qui échappent à la synthèse, les antagonismes qui brisent l'harmonie. C'est la crise confuse de l'âme profonde des U. P., c'est la vieillesse prompte de leur nouveauté, l'épuisement de leur vertu, le déchirement du fécond mystère, la défaillance du vivant miracle.

Cela ne doit pas être. Nous ne laisserons ni décapiter, ni déraciner l'Université populaire. La moitié ne nous cachera pas le tout. Nous ne confondrons

pas l'échec et le succès. On ne nous fera pas prendre une décadence pour un progrès.

La synthèse est facile à recomposer de la thèse et de l'antithèse. La clairvoyance des premières aspirations, qui craignent en ce moment d'être déçues, et, pour ainsi dire, la sagesse du premier verbe, mal incarné encore, nous instruisent et nous éclairent. Notre tradition est notre progrès, puisqu'elle est un idéal.

Opposons au secrétaire de la Société des Universités populaires le président de la Société des Universités populaires. Rappelons à Deherme les conséquences de ses principes :

En avril 1898, M. Gabriel Séailles, empêché par la maladie de faire la *première* des conférences de la *Coopération des idées*, au 19 de la rue Paul-Bert, dans sa lettre d'excuses marquait :

On a voulu opposer l'élite intellectuelle à la masse de la nation, j'aurais aimé à dire toutes les raisons qu'ont de s'aimer et de s'unir ceux qui travaillent et ceux qui pensent : le peuple n'a pas d'intérêt contre la vérité. Nous gagnerons à nous connaître (1).

Et M. C. Wagner, inaugurant ces conférences en remplacement de M. Séailles, disait lui-même :

C'est ici une entreprise de mutualité au premier chef, de mutualité intellectuelle et morale... C'est une classification superficielle que celle qui divise le monde en savants et en ignorants. Personne n'est complètement l'un ou l'autre. On est toujours le savant de quelqu'un... Ayons l'humilité de nos ignorances, et, fraternellement, mettons notre savoir en commun. C'est ce qui se pratique dans la République supérieure de la science... La nécessité nous a fait collaborateurs, hommes d'études et hommes de travail manuel. Nous ne pouvons rien les uns sans les autres ;

(1) *La Coopération des idées*, juin 1898, p. 403.

nous sommes faits les uns pour les autres. Nous créerons la République supérieure des bonnes volontés (1).

En septembre 1898, citant un correspondant, Deherme ajoutait :

Par ce rapprochement incessant du monde intellectuel et du monde du travail, la question sociale trouverait sa solution... Ah ! l'œuvre féconde ! C'est par elle, comme le dit mon aimable correspondant, que se résoudra le problème social, que se tairont les haines stériles (2).

Dans la conférence inaugurale de la reprise d'octobre, intitulée « l'Enseignement supérieur du peuple », la même année, M. Séailles :

Ce que nous voulons, messieurs, le voici : nous voulons que savants et ouvriers se rapprochent et apprennent à se connaître et que ce commerce soit fécond pour les uns comme pour les autres ; nous voulons que tous soient appelés à participer à la beauté, à la vérité, à la vie morale, à ces biens précieux qui font la dignité de la personne humaine ; nous voulons par là travailler tout à la fois et à la paix sociale et à l'affranchissement du peuple (3).

Le commerce volontaire des intellectuels et des travailleurs n'est pas moins nécessaire aux uns qu'aux autres ; nous venons ici autant pour nous instruire que pour enseigner ; nous sommes une école mutuelle, où chacun tour à tour est élève et maître, s'il est vrai que chacun tour à tour donne et reçoive (4).

En janvier 1899, Deherme :

En haut, comme en bas on aperçoit enfin quels malentendus et quelle catastrophe prépare la séparation sociale de la pensée et de l'action. D'autre part, le succès de notre tentative de rapprochement et d'entente cordiale s'affirme de plus en plus. Il semble bien que l'heure est

(1) *La Coopération des idées*, juin 1898, pp. 404, 405.

(2) *La Coopération des idées*, septembre 1898, pp. 459, 460.

(3) *La Coopération des idées*, déc. 1898, p. 497.

(4) *La Coopération des idées*, déc. 1898, p. 500.

venue d'entreprendre une grande et belle œuvre, qui ne sera pas celle d'un homme ni d'une coterie, mais de tous les hommes de bonne volonté, et, plus tard, de la nation entière (1).

Et à l'inauguration de l'Université populaire du faubourg Antoine, le 8 octobre 1897, dans sa conférence « Éducation et Révolution », M. Séailles encore :

La vraie loi de l'être social n'est pas la lutte, mais l'union pour la vie... Il n'y a ici ni maître, ni chef, ni patrons; notre propriété est collective, elle est sous notre propre sauvegarde; nous trouvons notre loi dans notre idéal; nous sommes des hommes libres, des égaux volontaires. Nous mettons en commun nos intelligences et nos bonnes volontés, nous rapprochons nos idées pour les conférer; nous cherchons à nous comprendre; nous savons qu'à ce libre commerce tous, des plus humbles aux plus élevés, nous ne pouvons que profiter, en nous délivrant de nos préjugés, en apprenant à nous connaître et à nous aimer, en faisant nos esprits plus justes, nos cœurs plus ouverts, en élargissant notre idée de l'humanité... (2). Notre ambition est de commencer la société nouvelle au lieu de l'attendre... (3). La vraie société est une amitié... (4).

Charles Guieysse connaît aussi bien que moi ces fondamentales pensées, que je me borne à rappeler modestement, dans leur forme première et à leur date, plutôt que d'introduire ici, sous mon nom, de nouvelles formules. Il sait cela si bien qu'il constate :

Nous avons ainsi défini l'U. P., il y a deux ans :

Une association laïque, qui se propose de développer l'enseignement supérieur populaire, qui poursuit l'éducation mutuelle des citoyens, qui organise des lieux de réunions où les travailleurs puissent venir, leur tâche accomplie, se reposer, s'instruire et se distraire.

(1) *La Coopération des idées*, janvier 1899.

(2) *Éducation et Révolution*, p. 2.

(3) *Éducation et Révolution*, p. 9.

(4) *Éducation et Révolution*, p. 10.

Cette coopération des idées et des classes, cette œuvre d'éducation mutuelle, Charles Guieysse avait accepté, comme secrétaire de la Société des Universités populaires, de la défendre. Et voici qu'il l'attaque. La forme des U. P. a légèrement évolué ; il s'en aperçoit, et veut faire une révolution. Les origines des U. P. ne sont plus, dans la majorité des cas, les mêmes ; il veut changer radicalement la fonction des U. P. La proportion des éléments s'est invertie ; il ne veut plus voir qu'un seul élément et élimine l'autre. Ce qu'il y a de vrai et d'excellent dans ses observations, c'est que la prédominance des éléments bourgeois tend ici à faire place et là a déjà fait place à la prédominance des éléments ouvriers. Il y a deux ans, c'étaient surtout les intellectuels bourgeois qui fondaient les U. P. ; aujourd'hui ce sont plutôt les ouvriers. C'étaient les dons bourgeois, qui, pour une grande part, faisaient vivre les U. P. ; aujourd'hui les dons bourgeois ont considérablement diminué, quoique — il importe de ne pas l'oublier — dans la grande majorité des U. P. prospères il y ait encore quelques bourgeois, dévoués fidèlement, qui donnent avec régularité d'utiles sommes. Ce furent des auditoires petit-bourgeois qui assistèrent longtemps — qu'on ne l'oublie pas non plus — l'intellectuel, bourgeois aussi, et permirent de fonder peu à peu l'Université populaire, et donnèrent à l'ouvrier le temps d'arriver ; aujourd'hui les ouvriers sont plus nombreux, mais — il ne faudrait pas se faire illusion — dans la plupart des U. P. c'est encore l'employé — touchant de près au petit-bourgeois — qui domine. Quand l'initiative était principalement bourgeoise, l'argent bourgeois, la direction bourgeoise, la parole bourgeoise, l'auditoire petit-bourgeois, disions-nous : *La Coopération des*

idées, l'Université populaire est une institution intellectuelle et bourgeoise ? Nous disions : C'est une œuvre d'éducation mutuelle, de pénétration des classes, de coopération des idées et des hommes. Maintenant que l'initiative est principalement ouvrière, l'argent à la fois ouvrier et bourgeois, la direction principalement ouvrière, la parole intellectuelle et bourgeoise, l'auditoire ouvrier et petit-bourgeois, peut-on admettre que Charles Guieysse dise : « L'Université populaire est une institution ouvrière » ? Ni le fait ni le droit ne permettent de parler ainsi. Il faut étrangement méconnaître les faits pour nier la part que prend la bourgeoisie dans la vie des Universités populaires, par ses hommes, par ses lumières, par son argent. Il faut être étrangement épris de la lutte de classe et avoir un curieux besoin d'éliminer les bourgeois, pour refuser de reconnaître comme bourgeois les intellectuels qui, trop manifestement, tiennent dans l'U. P. une place essentielle. Si l'on devait dire que les bourgeois d'élite qui fréquentent les U. P. ne sont plus des bourgeois, on devrait dire également que les ouvriers d'élite qui fréquentent les U. P. ne sont plus des ouvriers. Ni le fait, ni le droit, ni les choses ni les idées, ne nous invitent, ce semble, à révolutionner l'âme des U. P. et à soudain trahir l'idéal qui les créa. C'est bien à une révolution des U. P. que Guieysse, avec sa sincérité ardente, mais peut-être irréfléchie, son originalité incontestable, mais peut-être inconsidérée, veut nous entraîner. C'est à une désertion de notre idéal que Guieysse, très conscient de ses propres aspirations, mais devenu insouciant jusqu'à l'inconscience des aspirations qui sont les nôtres et, il y a deux ans, étaient les siennes, en ce moment nous convie. Prenez le contre-pied de l'U. P. à notre ma-

nière, à la manière des promoteurs, à la manière de Séailles, et vous avez l'U. P. à la manière de Guieysse. « La vraie société — et l'U. P. à son image — est une amitié », dit Séailles (1). « Quand on veut fonder une U. P. en établissant des rapports amicaux entre intellectuels et ouvriers... il n'y a pas d'U. P. », dit Guieysse (2). « La vraie loi de l'être social n'est pas la lutte, mais l'union pour la vie », dit Séailles (3). « La raison d'être des U. P. est la lutte de classe », dit Guieysse (4). Par la coopération et la paix sociale dans l'U. P., « notre ambition est de commencer la société nouvelle », dit Séailles (5); et c'est la grande espérance créatrice et salvatrice. « Cet état de paix aimable a peu duré », plaisante Guieysse (6). L'influence du secrétaire général de la Société des Universités populaires est naturellement trop grande pour qu'on laisse passer cela.

Deherme, lui surtout, connaît mieux que moi ces fondamentales pensées, rappelées plus haut, sur lesquelles les U. P. ont été bâties. Il en était tellement pénétré qu'ayant ouvert la *Coopération des idées* tout seul, il voulut, au bout de peu de temps, faire participer l'élite ouvrière à l'administration de l'U. P. Et, plus tard, ce fut une collectivité, principalement ouvrière, qui constitua le Conseil d'administration du Palais du Peuple, quand on en jeta les assises morales.

Cette coopération des idées et des classes, il ne faudrait pas que Deherme, après en avoir posé les principes,

(1) *Éducation et Révolution*, p. 10.

(2) Pp. 30, 31.

(3) *Éducation et Révolution*, p. 2.

(4) P. 15.

(5) *Éducation et Révolution*, p. 9.

(6) P. 14.

parût en renier un jour, même partiellement, les conséquences. La forme des U. P., après avoir suivi une voie progressive pendant sa première phase d'évolution, est en train peut-être d'entrer dans une voie de décadence, en une phase — passagère sans doute — de désintégration; il s'en aperçoit, et veut faire une réaction. L'universalité des idées et des hommes, autrefois admise comme un principe essentiel de l'U. P., est menacée par la prépondérance réapparue des partis. L'action individuelle des adhérents des U. P. tend, par suite de la complexité grandissante des rouages, à faire place à l'action collective, soumise elle-même au parlementarisme. Deherme croit devoir revenir, pour la direction, à l'unité d'un directeur spécialisé et responsable. Il estime nécessaire, pour assurer et garantir la fonction normale des U. P., la prééminence de l'intellectuel. Pourtant, quand l'initiative était principalement bourgeoise, l'argent bourgeois, la direction bourgeoise, la parole bourgeoise, l'auditoire petit-bourgeois, et quand nous nous efforcions d'attirer l'attention sincère, l'adhésion loyale de l'ouvrier, disions-nous : La *Coopération des idées*, l'Université populaire est une institution intellectuelle et bourgeoise ? Nous disions, Deherme disait :

L'heure est venue d'entreprendre une grande et belle œuvre, qui ne sera pas celle d'un homme ni d'une coterie, mais de tous les hommes de bonne volonté et, plus tard, de la nation entière (1).

Maintenant que l'initiative est principalement ouvrière, l'argent à la fois ouvrier et bourgeois, la direction principalement ouvrière, la parole intellectuelle et bourgeoise, l'auditoire ouvrier et petit-bourgeois, peut-

(1) *La Coopération des idées*, janvier 1897.

on admettre que Deherme pense : L'Université populaire est une institution intellectuelle et bourgeoise ? Ni le fait ni le droit ne permettent de penser ainsi. On ne peut nier la part que prend nécessairement l'ouvrier dans la direction de l'U. P. par ses sympathies, par son activité, par ses préférences et aptitudes intellectuelles. On ne peut hésiter à reconnaître que le droit essentiel de juger les doctrines et d'organiser les idées dans son esprit, reconnu par tous à l'ouvrier, aboutit au droit de juger les hommes et d'organiser les conférences dans l'Université populaire, ou de concourir à la direction. Ni le fait, ni le droit ne nous invitent à diminuer l'âme des U. P. et à finir par désertir l'espérance qui les créa. Ce serait diminuer les U. P. que de ne faire participer la moitié de l'U. P., c'est-à-dire les ouvriers, qu'à la moitié de l'œuvre, c'est-à-dire à la coopération des idées ou à l'œuvre « parlementaire » des conférences et des discussions, en les excluant de la coopération des actes ou de l'œuvre « parlementaire » de l'administration et de la direction. Sans méconnaître que des difficultés matérielles croissantes et le souci d'assurer la fonction primordiale des U. P. puissent autoriser ou même imposer une simplification de la direction, cette réaction, en principe, ne se peut pas approuver. L'influence du fondateur des U. P. est légitimement trop grande pour qu'on ne lui rappelle pas cela.

L'U. P. a été, est, sera une association laïque, ouverte à toutes les idées et à tous les hommes, fondée sur le respect des libertés, le concours des volontés, l'égalité des droits, la collaboration des efforts, la sympathie des cœurs, la coopération des connaissances, l'intelligence des esprits. Et, de cet atelier amical, de cette forge fraternelle, les classes un ins-

tant s'étant pénétrées et comprises, les aspirations un instant s'étant aidées et aimées, sortent peu à peu, pas à pas, l'apaisement du présent et l'épanouissement de l'avenir.

LUCIEN LE FOYER.

L'Université populaire et la Liberté

Réponse aux *Cahiers de la Quinzaine* (1).

Des faits d'abord, à rectifier. Les U. P. ne sont pas nées du dreyfusisme, comme le dit Guieysse. La *Coopération des Idées* est antérieure à l'Affaire. Barrès, nationaliste, Mazel, catholique, m'ont aidé efficacement, dès 1897, à fonder l'U. P. de la rue Paul-Bert. Tout le mouvement est parti de là. Cependant Guieysse écrit : « La *Coopération des Idées* fut fondée par quelques centaines de personnalités de la bourgeoisie, qui se groupèrent autour de Deherme, et lui confièrent la direction absolue de l'institution. » Voilà le miracle ! Mais il n'y a plus de miracle. Voici la vérité : C'est exactement le 12 mars 1899 que je pris l'initiative de fonder la *Société des Universités populaires*. Je convoquai une centaine — seulement — de personnalités de toutes classes, de toutes opinions. C'est une action précise que je proposai : continuer ce qui avait été si bien commencé, d'après le même esprit de liberté, développer la *Coopération des Idées*. La Société fut ainsi fondée, et ainsi créée l'U. P. du faubourg Saint-Antoine.

(1) *Les Universités populaires et le Mouvement ouvrier*, par Ch. Guieysse (2^e Cahier, 3^e série, 8, rue de la Sorbonne).

Parlant de l'affaire Denis, Guieysse exprime son sentiment d'anticléric. Il n'assistait pas à la fameuse séance. Il n'accepte comme documents que les articles des journaux anticléricaux, dont les auteurs n'avaient pas été témoins de l'incident. Et il écrit ceci, qui est grave, dans les *Cahiers de la Quinzaine* : « Il y a deux ans, pour les catholiques, le mot d'ordre était de s'introduire dans les U. P. » S'il s'appuie sans doute sur un article de journal, il néglige ce fait que, parmi les concours les plus dévoués que j'ai eus il y a quatre ans, on ne peut oublier ceux des catholiques, comme Henri Mazel, qui fut ensuite un des secrétaires de la *Société des U. P.* Les catholiques étaient donc tout introduits. Ils étaient même au cœur, à la tête. Pourquoi insinuer alors que l'abbé Denis était l'instrument d'une tactique mûrie dans l'ombre des sacristies, dont nous étions la dupe ou le complice ? Encore une fois, le vrai est plus simple. J'avais relevé sur les programmes de l'*École des Hautes-Études sociales*, dont Guieysse est un des trois administrateurs, les noms du Père Maumus et de l'abbé Naudet comme professeurs. Je sollicitai leur concours pour la *Coopération des Idées*. J'aurais dû me faire recommander par Guieysse : M. l'abbé Naudet seul me répondit, en m'offrant à sa place M. l'abbé Ch. Denis, directeur des *Annales de Philosophie chrétienne*, revue savante où collaborent même des positivistes. C'est donc moi qui ai sollicité ce concours intéressant. J'en parlai à tous, les programmes furent publiés. Personne ne fit d'objections. *L'Aurore*, la *Petite République* annoncèrent comme à l'habitude la première conférence de M. l'abbé Denis, qui se fit sans incident. On discuta ce soir-là en hommes libres. D'où vient la cabale de la deuxième conférence ? Je n'ai jamais pu

le savoir. Mais s'il y a eu mot d'ordre, la loyauté m'oblige de déclarer à nouveau qu'il ne venait pas des cléricaux. Il n'y a pas besoin de conspirer pour pénétrer dans l'U. P. : portes et fenêtres en sont largement ouvertes pour tous.

Les erreurs s'accumulent ici. Je ne puis les relever toutes. Celles ci encore, pour finir : « Et alors, écrit Guieysse, les catholiques, les partisans de l'Église, comprenant qu'ils ne pouvaient pas pénétrer dans les U. P., pas plus sous l'habit laïque que sous l'habit de clerc, créèrent, en face des U. P., des Instituts populaires. » J'en suis bien fâché pour Guieysse; mais je dois dire que Marc Sangnier avait déjà organisé ses Instituts populaires avant l'affaire de l'abbé Denis.

J'ai hâte d'arriver aux idées. Pour Guieysse, l'U. P. — et c'est bien l'idée la plus constante et la plus claire qu'il en ait — est un moyen de la lutte de classe, et c'est par la lutte de classe que s'établira la liberté. Le Foyer, dans l'article précédent, lui rappelle fortement les principes sur lesquels nous avons fondé l'U. P. Il convient d'insister sur leur valeur.

L'U. P. est une institution organique. Elle se crée, elle crée, elle ne détruit pas. Elle reconstitue. C'est ainsi qu'elle a la liberté à sa base et la liberté à son faite; car la liberté est créatrice. La liberté est son motif, son moyen et sa fin. Or, la lutte de classe, de race ou de foi, est le principal obstacle à la liberté dans le monde. Otez la guerre, sous toutes ses formes, depuis celle, d'apparence pacifique, des minorités et des majorités dans les assemblées, jusqu'à celle, sanglante, des peuples, et vous avez la liberté humaine.

Quand on lutte, on s'annihile, on se comprime mutuellement. Quand on ne lutte pas, on produit, on crée, on agit — et c'est être libre. Et l'action devient libre qui n'a pas d'obstacle humain. La lutte est essentiellement contraire à la liberté. L'oppression est son motif, son moyen et sa fin — ou elle est inconsciente ou absurde : une impulsion atavique.

Mais la lutte fut le procédé d'évolution le plus efficace ? — Dans la nature, non dans la société de plus en plus consciente. Pour l'homme, la fin de la nature lui paraît être l'asservissement des choses et des êtres à l'homme. Mais la fin de la société est la liberté de tous les hommes. La lutte asservit dans la nature, et c'est l'évolution. Elle ne saurait libérer dans la société. Naturelle, elle est antisociale.

En faisant de l'U. P. un moyen de lutte — de classe, de parti ou de race — Guieysse nie l'U. P. La lutte décourage les efforts, annihile les actions en les opposant : nous voulons exalter les efforts, épanouir l'action. La lutte veut des ruines : nous voulons des cités. Elle veut des vainqueurs et des vaincus : nous voulons d'abondantes moissons pour tous. Nous savons d'ailleurs qu'il est plus facile et — malheureusement encore — plus glorieux de nier et de détruire, même des idées, que d'affirmer et d'édifier.

Serait-ce donc que l'U. P. se désintéresse de la justice ? Non pas. Pas de liberté sans justice. Et la liberté vaut surtout parce qu'elle permet et rend fécond l'effort vers la justice. Nous voulons la paix, non pour dormir, mais pour agir, — et pour que notre action soit libre. Nous repoussons la lutte de classe précisément parce qu'elle gaspille les forces, les use les unes contre les autres, et parce qu'elle diffère l'action positive que nous pouvons commencer dès

maintenant. Ce n'est pas en déplaçant l'injustice qu'on fera plus de justice. L'injustice et l'oppression ne sont pas produites par les forces sociales, mais par les faiblesses sociales. Il n'y a pas à faire que tout le monde soit faible ; mais que tout le monde soit fort. Il n'y a pas à faire qu'une classe asservisse l'autre, que des individus, minorité ou majorité dans la société ou dans l'U. P., imposent leur direction ; mais que chaque classe, chaque individu agisse, suivant ses capacités, son énergie, sa conscience, sa foi, sous sa propre responsabilité. Et toute action sera de classe.

J'ai déjà dit ce que j'entendais par là. Le progrès social ne saurait aller sans l'utilisation de mieux en mieux appropriée de toutes les activités sociales. L'élimination de plus en plus rigoureuse de tout parasitisme. Toute action positive, toute reconstitution, d'où qu'elles viennent, élargissent donc la classe des travailleurs ; toute manifestation progressiste, artistique, philosophique, scientifique, sociale, morale, contribue donc à donner la prééminence à l'action sur la lutte, au travail sur le parasitisme. Toute action positive est liberté, action de classe ; toute lutte est oppression, réaction. L'action de classe a pour terme lointain la constitution de l'humanité, et elle deviendra alors l'action humaine. La cause du peuple est donc celle de la paix, comme elle est celle du travail, de la liberté, de la justice. M. de Mun, qui défend la liberté d'association, fait de l'action de classe ; Guieysse, qui prêche la lutte de classe, fait de la réaction.

..

C'est qu'il veut aussi que la « classe ouvrière » prenne la « direction » de la société comme de l'U. P.

Cela suppose qu'il considère la société comme un mécanisme recevant d'un point l'impulsion qui met tout en mouvement. D'après lui, ce point d'impulsion est occupé par la « classe bourgeoise ». Il faut chasser celle-ci de cette « direction » par « l'action électorale, l'action coopérative, l'action syndicale, l'action des U. P. ».

Nous embarrasserions peut-être Guieysse, si nous lui demandions de nous dire où est cette « direction de la société », et comment la « classe ouvrière » peut s'en emparer, s'y tenir, et diriger ainsi la société ? Si c'est, comme il conviendrait de l'entendre, *toute* la classe ouvrière, qu'il faudra bien réduire en des individualités concrètes, qui dirigera *toutes* les affaires de la société, c'est l'impossible chaos. Pense-t-il à la « classe ouvrière » représentée ? C'est un peu plus raisonnable, car c'est ce que nous avons. Et c'est l'impuissance. Mais Guieysse n'ose se prononcer nettement. Il a son idée. Je ne puis penser qu'il se propose seulement de désagréger les U. P. Pour nous, ses contradictions, ses confusions ne peuvent nous suffire. Il a proclamé la « lutte de classe », il faut qu'il nous en montre les conséquences avec autant de force. Jusque-là, nous considérerons que la « direction de la société » par la « classe ouvrière » ne veut rien dire, ni pour l'U. P. La première direction que prendra l'ouvrier, qui est une réalité vivante, c'est d'abord de soi-même. Il se refusera ainsi à se laisser mener par les mots qui ne signifient rien. Patience. L'U. P. y travaille.

La société n'est pas un mécanisme, c'est un organisme, encore qu'il ne faille point abuser de cette analogie commode. Il n'y a pas un point d'impulsion, il y a vie partout. Ainsi l'action de classe mul-

tiplie et intensifie la vie partout, de plus en plus elle différencie chaque cellule sociale et spécialise chaque organe. C'est à faire participer toujours mieux chaque individu à la vie sociale que converge tout l'effort démocratique. Mais chaque individu n'est directeur que de sa fonction hiérarchisée. La plus riche complexité sociale, qui assurera la plus grande liberté et sera la meilleure société, ne comportera que des fonctions, des différenciations individuelles, des directions — puisqu'on y tient — techniques. La bourgeoisie, si l'on peut dire encore, sera la dernière classe dirigeante, ou privilégiée plutôt. En fait, jamais une classe ne dirigea. Une direction est forcément personnelle. La direction collective — même dans la plus petite association — est un mensonge, quand elle n'est pas le désordre. Sans doute, il y eut des catégories sociales privilégiées — toujours nécessairement — qui confièrent à quelques hommes d'État ou à des princes, outre le gouvernement, le soin de défendre leurs privilèges et de maintenir leur suprématie. « Classe dirigeante » veut dire seulement que cette classe seule compose l'opinion publique avec laquelle le pouvoir doit compter. Mais la classe ouvrière n'a aucun privilège à conserver. Sa cause est celle de la justice. Sa libération ayant pour terme l'absorption de toutes les classes, elle ne saurait être dirigeante. Elle n'a personne à diriger.

Que si l'on me répond que cette direction devra s'exercer sur les choses, et non sur les hommes, nous entendons bien. Mais nous ne saurions non plus accepter la « direction de la classe ouvrière ». Ici, c'est de la direction des capacités techniques qu'il s'agit. La « classe ouvrière » n'a pas qualité. C'est non pas elle qui dirigera les chemins de fer, entre-

prendra de creuser les mines, assurera le fonctionnement de tous les services sociaux ; mais les ingénieurs, les techniciens les plus capables, — et, si nous voulons que la démocratie s'organise, il nous resté à apprendre à la « classe ouvrière » qu'elle devra leur obéir, comme aux commandements de la raison et de la science. Car ce serait une calamité que les hommes de science, de pensée ou de pratique n'eussent point d'autorité particulière sur les choses particulières qui sont de leur compétence, et même qu'ils fussent à la merci des votes incohérents d'une foule ignorante. Un vouloir, un savoir, une pensée emportent toutes les majorités du monde. Le soin de servir l'humanité est incompatible avec celui de plaire à la foule, de capter des suffrages. Citons seulement l'exemple de nos politiciens. La liberté, ne l'oublions pas, suppose d'abord la discipline, l'usage et le respect de la raison, de la conscience et de l'action. Elle est l'ordre organisé. C'est l'ordre qui assure la liberté, comme la justice.

L'U. P., d'après Guieysse, doit donc être « dirigée » par la « classe ouvrière ». Ces mots n'ont aucun sens. Mais ceux-ci en ont : « Les secrétariats d'U. P., élus par les auditeurs, se constituèrent plus fortement ». Plus fortement ? Cependant il reproche aux « démagogues » de ne « concevoir que le suffrage universel comme principe de tout gouvernement ». Et il raille justement les U. P. dont « le dogme est que la majorité a toujours raison, alors que la majorité change constamment ». Il en vient à proposer, en hésitant, le moyen bâtard du suffrage à deux degrés. Serait-ce par le suffrage restreint, par le cens, que la « classe ouvrière » prendra la « direction de la société » ? Nous reculons à Louis-Philippe. Il faut que cette dis-

cussion soit utile. Elle intéresse non seulement les U. P. ; mais encore toutes nos associations ouvrières qui se gâchent dans un parlementarisme impuissant et désordonné.

Étant pour la lutte de classe dans la société, Guieysse doit être pour la lutte votarde dans l'U. P. La lutte et l'action positive se nient, la lutte et la liberté s'excluent. Nous précisons pour lui.

La « classe ouvrière » prenant la « direction » de l'U. P., nous ne pouvons l'admettre qu'ainsi : *Tous* les membres de l'U. P., sans distinction d'aptitudes, de connaissances, de volontés, prenant en main *toute* l'administration de l'U. P. C'est le travail chez les primitifs, la société chez les Négritos. Nombreux sont ceux qui ont cette simpliste conception de la démocratie. Mais la division croissante du travail social, notre civilisation de plus en plus compliquée nous obligent à un compromis. Et c'est le parlementarisme.

Dans l'U. P., on s'aperçoit vite que la « classe ouvrière » ne peut tenir le local en état, ni convoquer les conférenciers, ni percevoir les cotisations, ni même payer le propriétaire. On vote donc, on désigne des délégués à ces fonctions. Ceux-ci nommés — on sait comme, et toute leur intelligence, toute leur énergie s'y est dépensée — ils votent à leur tour. On décide, à une forte majorité, que le travail se fera ; mais le travail ne se fait pas. Car voter, ce n'est pas travailler. Ce n'est pas même vouloir, car ce n'est pas agir. Il n'y a de volonté, de liberté, que dans l'action libre. Voter, c'est d'abord se diviser et s'opposer, lutter — parfois méchamment. Toute assemblée délibérante met obstacle à l'action, c'est-à-dire à la liberté. Elle absorbe toutes les forces d'activité pour les dissoudre : en les opposant les unes aux autres.

Guieysse nous dit fort justement : « Les intérêts de la classe ouvrière ne sont nullement la somme des intérêts personnels de chacun des travailleurs, car l'intérêt personnel des ouvriers aujourd'hui est d'acquiescer la propriété. » Et n'avons-nous pas meilleure raison encore de le dire des intérêts intellectuels et moraux. Voici l'affaire de l'abbé Denis. Supposons un instant que le public de l'U. P. en majorité — ce qui n'est pas — était opposé à la libre discussion. Eh bien ! est-ce que notre devoir d'éducateur de la liberté — qui est l'intérêt supérieur de la classe ouvrière — n'était pas de défendre sa liberté contre ses instincts. Contre les caprices instables de la [foule, il y a la volonté éternelle de l'humanité de plus de liberté, de plus de lumière, dans l'union cordiale de tous les hommes; — et c'est cette volonté que l'U. P. doit servir, non les bégaiements puérils de l'inconscient.

Que des citoyens déposent des papiers dans une boîte ou lèvent les mains en l'air, cela ne signifie point qu'ils savent ce qu'ils veulent profondément, ni qu'ils expriment bien ce qu'ils croient ou savent vouloir. N'emploie-t-on pas, d'ailleurs, tous les moyens, et les plus criminels, pour les égarer ? Mais on ne les trompe que parce que c'est le plus facile pour les conquérir. Le système représentatif est donc corrompé, aveulissant, dissolvant. Et c'est bien l'idée la plus absurde qui se puisse concevoir que de l'appliquer à une institution d'éducation.

Les cabarets se multiplient, font de brillantes affaires; les U. P. végètent : voilà un vote sincère. Devons-nous nous y soumettre, et désespérer ?

On me répondra : c'est que le peuple manque de culture. Mais il en est de même pour toutes les grandes institutions de pensée et d'art, musées, facultés, grands

théâtres. Le vote sincère de la cotisation directe ne les soutiendrait point. Elles disparaîtraient ; mais les Folies-Bergère resteraient. Guieysse lui-même ne souligne-t-il point « qu'on a remarqué que la puissance financière de la classe ouvrière n'était point dans l'impôt direct, mais dans l'impôt indirect, qu'elle était seulement dans sa puissance de consommation » ? Ici, en fait, il refuse à la « classe ouvrière » la « direction » même de ses propres finances, — et ainsi il se contredit curieusement une fois de plus.

Je citerai autant qu'on voudra, pour ne pas parler de notre troisième République, d'œuvres et d'institutions que la parlementomanie immobilise, stérilise, et autant d'autres qu'elle a détruites : je défie qu'on m'en cite *une seule* qu'elle ait maintenue durablement et fait prospérer.

On le voit bien. On le sait. Mais personne n'ose dénoncer la plus grande mystification de ce temps (1). C'est qu'on l'identifie à la liberté, à la démocratie. Le Foyer lui-même montre bien l'impossibilité où il est d'entendre la démocratie organique et la liberté, non dans l'opposition, la veulerie et la corruption, mais dans l'union et l'activité universelles.

Les fanatiques du vote — car il est démontré que le fanatisme ne se manifeste que pour les sottises — subordonnent volontiers le but aux moyens. Périssent l'U. P. ; plutôt que de ne pas dénigrer, entraver, désorganiser ! Serait-ce à dire, comme le croit Le Foyer, que nous tombions dans l'excès contraire, moins absurde toutefois, et que, pour nous, la fin justifiât les moyens ? Non pas. La fin est toujours contenue dans

(1) Nous y reviendrons prochainement. Il faut dissiper cette superstition si nous voulons que la démocratie vive.

les moyens. Je dirais au contraire : Périssent l'U. P. plutôt que le principe de liberté qui lui fait son âme.

C'est donc que nous ne nous entendons pas.

L'U. P. non plus n'est pas un mécanisme dont l'impulsion part d'un seul point. C'est un organisme où la vie est partout. Elle n'est donc pas qu'une administration. La vie est partout, cela veut dire que chaque membre de l'U. P., sans distinction, peut y participer, dans la mesure de son intelligence et de son énergie. Si cette mesure est plus ou moins grande, c'est que l'intelligence et l'énergie ont des degrés. C'est la hiérarchie naturelle. C'est l'élection naturelle, libre, permanente.

Quelqu'un fonde une U. P. Je maintiens que cette initiative est la plus féconde. Cela l'oblige à assurer le service matériel. Si ce n'est pas la plus haute fonction, l'administration est forcément la première à remplir — et c'est d'ailleurs parce qu'elle est la première qu'elle n'est pas la plus haute. Ainsi la maison est debout. La tâche du fondateur — et elle n'est pas mince — est de la garder. Il ne peut plus, je crois ; mais cela il le doit. Il remplira d'autant mieux sa fonction qu'il s'y spécialisera, qu'il en gardera l'unité de direction particulière. Ce sera aux membres de l'U. P. à faire le reste, à animer l'U. P. de leur initiative et de leur activité, — et c'est tout. C'est ainsi seulement que la liberté d'agir de chacun peut être assurée et préservée du despotisme des majorités. Non, Le Foyer, la démocratie organique n'est pas le contraire de l'U. P., et l'U. P. organique ne renie pas le principe de l'U. P., puisqu'elle a la liberté pour moyen et la liberté pour fin. Être libre, répétons-le, c'est vouloir et pouvoir, c'est agir. Or voter, ce n'est pas agir, c'est lutter, c'est se diviser, s'opposer, se contraindre mu-

tuellement, c'est réagir, c'est énerver toute action. Pour agir dans une société civilisée, complexe, dans une démocratie organique, il faut se spécialiser non par classe, mais par individu, et assurer le respect de sa conscience comme de son action, en respectant la conscience et l'action des autres. Et ainsi, c'est être libre, — et fonder la liberté. La liberté primordiale est la liberté de conscience. On en convient, au moins en principe. Mais il n'y a pas réellement de liberté de conscience s'il n'y a liberté de l'action, car l'action est la fleur et le fruit de la conscience. Nous avons à faire reconnaître à la démocratie ce principe capital de la liberté de l'action. La majorité ni même l'unanimité n'ont le droit d'y porter atteinte. Les U. P. s'y imploieront.

* *

Que vont devenir les U. P. ? Guieysse leur propose cordialement le suicide. Ou plutôt, il leur demande de se réduire à n'être plus que des ombres de leur caricature. Sans âme, ayant renié l'idée génératrice, elles ne seraient plus que des entreprises de cours intermittents. Il trouverait même excellent qu'elles n'eussent plus de maison ; ou il les invite à se débaptiser. Ce serait le *Cercle des travailleurs* (1). Ainsi l'U. P. ne serait plus qu'« une association ouvrière qui se propose de déterminer l'enseignement convenant aux travailleurs libres, qui poursuit l'éducation de la classe ouvrière pour la rendre apte à concevoir et à réaliser

(1) Je conseille vivement aux U. P. de ne pas prendre ce titre — pour raisons fiscales d'abord. L'U. P. est plus qu'un cercle. C'est la maison de tous les espoirs, et le foyer de toutes les forces populaires. Elle ne sera complète que dans le Palais du Peuple. Il ne faut pas se diminuer, mais s'augmenter ; se rétrécir, mais s'élargir. Vivre, c'est se développer.

la liberté ». Elle ne serait plus, puisque tout ce qui faisait sa force, son originalité ne serait plus. Cette définition de Guieysse, contradictoire, dont les termes pour la plupart ne signifient rien, et nous l'avons montré, n'est qu'un sépulcre blanchi. Si, tout de même, l'U. P. résiste, on introduira la politique, qui se chargera du coup de grâce. « Il faut que, écrit le secrétaire de la Société des U. P., *au risque d'y périr*, les diverses U. P. jouent leur rôle; que, *au risque de se corrompre*, elles cherchent à influencer sur le développement des autres institutions ouvrières, *politiques* ou économiques. » Nous nous sommes déjà aperçu que Guieysse envisage allégrement ces *risques* et leur résultat certain. C'est le joyeux fossoyeur.

Mais l'opinion de Guieysse n'importe plus sur ce sujet. C'est aux amis de l'U. P. à défendre l'U. P. C'est l'inertie et la lutte qui tuent et corrompent. L'action vivifie. Ceux qui ont conçu, réalisé, maintenu cette œuvre ne la laisseront point misérablement tomber, ou tourner contre elle-même. Ils garderont et son âme et son corps. Nous jugeons l'U. P. au moins aussi utile que le restaurant de tempérance. Pour nous, apprendre la liberté vaut bien apprendre à dîner hygiéniquement. Et l'exemple de Guieysse, plein de bonne volonté pourtant, prouve que c'est urgent, dans toutes les classes.

La démocratie va-t-elle, une fois de plus, prouver son impuissance à s'organiser, son incapacité honteuse de vivre la liberté ?

Nous n'attendons de réponse que des faits. Nous pousserons notre expérience jusqu'au bout de notre énergie et de notre espoir. Nous verrons bien.

Que toutes les U. P. qui veulent rester des U. P. se fédèrent entre elles. Nous nous compterons d'abord.

Et que tous les hommes de volonté bonne, de toutes classes et de toutes fois, se groupent, pour la liberté, dans l'U. P.

G. DEHERME.

L'abondance des matières nous oblige à remettre au prochain numéro l'article si intéressant l'École devant la Nation, et divers autres.

Nous envoyons ce numéro à toutes les U. P. de France. Elles comprendront que le meilleur moyen de nous soutenir dans notre tâche est de s'abonner, ou d'accepter des dépôts de notre revue.

Les Livres qui font penser

Abrégé de l'histoire des Rapports de l'Eglise et de l'Etat en France (1789-1870, de A. Debidour, par G. Dubois et M. Sarthou, o fr. 60, Félix Alcan, éd.). — L'important ouvrage de M. Debidour est bien connu des lettrés. Il était utile de le populariser. Sous cette forme, il pénétrera mieux. De la lumière ! Nous n'avons pas à nous préoccuper *contre* qui ce sera ; mais nous devons être certains — et nous en réjouir — que ce sera *pour* la vérité.

L'Économie sociale à l'Exposition de 1900, par Georges Guénard, préface de A. Keufer (Imp. Nouvelle). — C'est la *Fédération du Livre* qui a entrepris ce travail. M. Guénard, à qui elle en a confié l'exécution, s'est acquitté à merveille de sa tâche. Elle n'était pas facile. Ceux qui ont visité la section française de l'Économie sociale à l'Exposition ont pu s'en rendre compte. M. Guénard a fort bien choisi, groupé, analysé cet amas confus de matières. Insistons en outre sur cette remarque que c'est un groupement syndical qui a pris cette initiative désintéressée. Nous voyons là une manifestation du caractère de haute-socialité que doivent prendre les associations organiques.

L'École républicaine et le patronage féminin, par Ferdinand Dreyfus, 1 fr. (Cornély, éd., 101, rue Vaugirard). — L'auteur étudie ce qui a été tenté pour l'éducation des femmes après l'école, dans les patronages féminins. Petit livre bien documenté, à lire.

La Rhétorique du peuple, par F. Gache, 2 fr. (A. Picard, éd., 11, rue Soufflot). — Nous avons rendu compte de cet ouvrage intéressant dès sa première édition. Le succès qu'il a eu et qui a nécessité un nouveau tirage est mérité. C'est un bon livre d'éducation populaire.

Aimante et Amante, roman par Jeanne France et Achille Maynier, 3 fr. (*Société d'éditions littéraires*, 4, rue Antoine-Dubois.)

Les Doctrines économiques et sociales du Marquis de Mirabeau, par Lucien Brocard, 5 fr. (Giard et Brière, éd.). — M. Brocard nous a rendu le service d'analyser *l'Ami des hommes* du marquis de Mirabeau pour, en utilisant aussi d'autres documents inédits, nous donner le substantiel de sa doctrine économique.

Le Basi naturali della Politica e del Diritto, par Arturo Bruchi (Petigliano).

Guercœur, tragédie en musique, par Albéric Magnard (Imp. communiste). — Synthèse puissante de l'humanité présente : l'amante qui trompe, l'ami qui trahit, la foule qui bafoue, crucifie le héros. Mais rêve d'une humanité meilleure. Réalité triste et rêve réconfortant, que M. Magnard a su présenter en philosophe et magnifier en artiste. Toute vérité, toute beauté. « Espoir ! » clame le chœur, au rideau.

Les Accidents du travail, par Henry Perrette et F. Laval, 6 francs (Giard et Brière, éd., 16, rue Soufflot). — Commentaire de la loi du 9 avril 1898. C'est un guide précieux pour les travailleurs et les industriels.

Les auteurs ont reproduit toutes les lois, décrets, circulaires ministérielles, barèmes, avis du Comité consultatif, qui constituent le code de cette législation. La deuxième partie est consacrée à la médecine légale. Enfin, l'ouvrage est complété par un commentaire juridique. Il renferme les décisions les plus importantes que les tribunaux ont

rendues depuis la mise en vigueur de la loi, de juin 1899 à mars 1901.

Excursion dans le domaine du Socialisme, par J. Fleury, 2 francs (Giard et Brière, éd.). L'auteur conclut à la colonisation agricole.

Le Droit de vivre et ses Conséquences naturelles, par F. Dugast, 1 franc (Giard et Brière, éd.). — L'auteur expose que le complément des droits de l'homme est le droit des hommes de vivre de leur travail.

Vers la Foi, par Paul d'Orfeuil, 1 fr. — Il y a de la jeunesse et de l'enthousiasme, — et c'est toute la poésie.

Molière moraliste, par Jean Canora, 0 fr. 50 (Société positiviste, 10, rue Monsieur-le-Prince). — Essai curieux de critique littéraire positiviste.

Article 10 du Code d'instruction criminelle. Son abrogation urgente, par Henri Coulon, 0 fr. 50 (Marchal et Billard, éd., 27, place Dauphine). — L'article 10 est celui-ci : « Les préfets des départements et le préfet de police à Paris pourront faire personnellement, ou requérir les officiers de police judiciaire, chacun en ce qui le concerne, de faire tous actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, délits et contraventions, en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir, conformément à l'article 8 du Code pénal. » Nous devons applaudir à la courageuse campagne de M. Henri Coulon pour la défense de la liberté individuelle. En avant pour *les* libertés et *la* liberté !

LE THÉÂTRE SOCIAL

L'Université populaire, *la Coopération des Idées*, va prouver, une fois de plus, sa vitalité, en donnant à ses adhérents, le 8 décembre prochain, en son local du 157, faubourg Saint-Antoine, une comédie sociale en trois actes, *l'Ecole des Juges*, écrite à son intention, par M. Henri Dargel.

Nous publierons dans notre prochain numéro un article de M. Henri Dargel sur « Le Théâtre au Palais du Peuple ».

Le Directeur-gérant : G. DEHERME.